

**Monsieur CAZABAN Jean
Bâtiment EOSS
22, rue Johannes Kepler
64000 PAU**

ASSOCIATION AVENIR RURAL EN BEARN

**4 rue des Pyrénées
64800 BAUDREIX**

**LYCEE TECHNOLOGIQUE PRIVE
NAY - BAUDREIX**

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023

AUDIT PAU PAYS DE L'ADOUR

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

**Tél : 05.59.84.89.71
Email : jean.cazaban@eoss.fr**

**Association AVENIR RURAL EN BEARN
LYCEE TECHNOLOGIQUE PRIVE NAY – BAUDREIX**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 Août 2023

Aux membres adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 18 novembre 2017, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AVENIR RURAL EN BEARN relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, arrêtés par votre conseil d'administration du 11 mars 2024 et tels qu'ils sont joints au présent rapport, référencés de la page 1/26 à la page 26/26.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portent sur :

- Les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble ;
- Les procédures de contrôle interne appliquées pour la facturation aux familles ;
- Les procédures de contrôle interne appliquées pour les ventes au comptant de l'espace horticole.

L'analyse du contrôle interne que nous avons réalisée nous permet d'apprécier la qualité requise du traitement de l'information comptable et de gestion et en particulier concernant les assertions relatives à l'exhaustivité des opérations significatives de l'exercice.

Les procédures de confirmation directe mises en œuvre auprès des tiers contributeurs et de certains fournisseurs nous ont également permis de vérifier le respect des assertions de séparations des exercices, réalité et mesure des produits et des charges correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres adhérents.

Responsabilités de la direction et des membres du conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Signature
numérique de
JEAN CAZABAN

Date :
2024.04.18
17:21:02
+02'00'

Fait à Pau, le 18 avril 2024

Pour la SARL Audit Pau Pays de l'Adour
Commissaire aux comptes
Jean CAZABAN
Commissaire aux comptes

Bilan Actif

Actif		Au 31/08/2023			Au 31/08/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	2 538	2 538		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	2 538	2 538		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions	2 391 356	836 729	1 554 627	1 660 770
	Inst. techniques, mat.out.industriels	4 136 526	3 661 769	474 757	488 099
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	6 527 883	4 498 499	2 029 384	2 148 870
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1		1	1
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	3 669		3 669	3 598
	Prêts				
Actif circulant	Autres	2 723		2 723	3 923
	TOTAL	6 392		6 392	7 521
	Total I	6 536 816	4 501 038	2 035 778	2 156 393
	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	53 427	5 579	47 847	46 336
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	477 582		477 582	475 594
	TOTAL	531 010	5 579	525 430	521 930
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	281 669		281 669	281 615
Actif circulant	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	960 976		960 976	1 111 116
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	34 761		34 761	28 791
	TOTAL II	1 808 417	5 579	1 802 838	1 943 453
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	8 345 234	4 506 618	3 838 616	4 099 847
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Jean CAZABAN
 Expert-Comptable
 Commissaire aux Comptes
 Expert Judiciaire
 22 rue Johannes Kepler
 Lotissement Europa - 64000 PAU
 Tél. 05.59.84.89.71 - Fax 05.59.84.89.72

Bilan Passif

Passif		Au 31/08/2023	Au 31/08/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	44 845	44 845
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1	1
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	422 177	422 177
	Report à nouveau	1 045 790	1 082 025
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-49 599	-36 235
	Situation nette (sous-total)	1 463 216	1 512 815
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	658 504	718 971
	Provisions réglementées		
Total I		2 121 720	2 231 786
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	19 848	
Total II		19 848	
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 198 540	1 345 592
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	4 533	4 325
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	111 610	116 565
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	58 191	66 450
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 623	19 128
	Autres dettes	46 853	48 576
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	269 696	267 421
Total IV		1 697 048	1 868 060
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		3 838 616	4 099 847
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	11 221	35 554
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

		Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois	Du 01/09/2021 Au 31/08/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	35 828	27 462
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	567 656	556 504
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 272 608	1 090 396
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	20 376	14 682
	Utilisations des fonds dédiés		18 138
	Autres produits	14 736	4 149
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 911 206	1 711 333
	Achats de marchandises	5 128	1 289
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	833 893	726 682
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	45 214	38 594
	Salaires et traitements	697 514	622 984
	Charges sociales	184 402	154 970
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	213 504	211 654
	Dotations aux provisions	5 579	3 334
	Reports en fonds dédiés	4 760	
	Autres charges	81 988	68 803
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 071 985	1 828 314
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	-160 778	-116 981

Jean CAZABAN
 Expert-Comptable
 Commissaire aux Comptes
 Expert Judiciaire
 22 rue Johannes Kepler
 Lotissement Europa - 64000 PAU
 Tél. 05.59.84.89.71 - Fax 05.59.84.89.72

Compte de résultat

		Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois	Du 01/09/2021 Au 31/08/2022 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	157	130
	Autres intérêts et produits assimilés	6 771	12 292
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		6 928	12 422
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilés	13 623	15 012
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		13 623	15 012
2. Résultat financier (III-IV)		-6 694	-2 589
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-167 473	-119 570
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	8 335	10 279
	Sur opérations en capital	119 279	85 704
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	127 615	95 983
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		19
	Sur opérations en capital	8 464	9 234
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	8 464	9 253
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		119 150	86 730
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		1 276	3 395
Total des produits (I + III + V)		2 045 750	1 819 740
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 095 349	1 855 975
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-49 599	-36 235
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		-860 601	
Charges des contributions volontaires en nature		-860 601	
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Jean CAZABAN
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes
Expert Judiciaire
22 rue Johannes Kepler
Lotissement Europa - 64000 PAU
Tél. 05.59.84.89.71 - Fax 05.59.84.89.72



Principes et méthodes comptables

Désignation de l'association :

Lycée Agricole du Pays de Nay

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2023, dont le total est de 3 838 616 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 49 599 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 septembre 2022 au 31 août 2023. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 11 Mars 2024 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

- Nom et adresse

Lycée Agricole du Pays de Nay
Route des Lys
64 800 NAY

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, sont décrits :

- L'objet social de l'entité :

L'Association LTP a pour objet d'assumer la responsabilité, dans les cadres législatifs et réglementaires en vigueur, et dans le respect des textes fondamentaux de l'Enseignement Catholique, d'établissements de formation permettant d'offrir à des jeunes en formation scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générale, technologique et professionnelle.

Elle assume notamment la responsabilité d'un établissement sous contrat avec le ministère chargé de l'agriculture, préparant aux métiers de l'agriculture et des professions connexes, de l'alimentation, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, de l'environnement, de la forêt, de l'aquaculture ainsi qu'aux métiers des services en milieu rural. Cet établissement remplit les missions définies à l'article L 813-1 du code rural. Le contrat liant l'association à l'Etat est régi par les articles L.813-1 et R.813-1 et suivants du code rural.

- La description de la nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées

par l'association :

- Les moyens d'actions du LTP consistent également dans :

- 1- La création d'unité de production notamment une exploitation agricole, un centre équestre, une exploitation horticole, des ateliers de production, de transformation et de stockage. Elle peut gérer directement ces activités ou passer convention avec tout organisme concourant même partiellement à celles-ci.
- 2- Également et en complément, de ses activités de formation, l'association pourra déployer des activités d'accueil, d'hébergement, de restauration, de transport, de mise à disposition des locaux, d'animation et d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal.

- 3- L'association pourra acquérir ou prendre en location tous les biens fonciers et immobiliers nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.



- La description des moyens mis en œuvre :

Pour l'accomplissement de ses missions l'association LTP est dotée de moyens humains, matériels, immobiliers et économiques lui permettant de mener son action, dans le respect des grands équilibres sociaux et économiques associatifs.

Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 Août 2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 qui réforme le règlement ANC n°2014-03.

Fonds propres

Les fonds propres sont constitués par des apports des membres ou des affectations de fondateurs, de personnes physiques, de personnes morales, d'autorités administratives et, au fur et à mesure de la vie de l'entité, par les résultats de l'entité.

Les fonds propres permettent d'assurer la pérennité des activités et le développement de nouveaux projets.

Concours publics & Subventions

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire. Par opposition la subvention est attribuée de façon facultative et fait l'objet d'une décision particulière.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 août 2023 sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables prévues par les textes légaux et réglementaires applicables en France.

Les personnes morales de droit privé à but non lucratif sont tenues de se référer au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général pour les dispositions non couvertes par le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, comme indiqué par l'article 111-2 de ce dernier règlement.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit par voie d'échange.



Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Installations techniques : 2 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 2 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 20 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 4 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Autres éléments significatifs

Dons

Le conseil d'administration a décidé l'octroi d'un don de 6 759 € au profit du Lycée St Joseph.



1 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

1.3 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.



1.3.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 539	-	-	-	2 539
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	2 391 357	-	-	-	2 391 357
	Install. Tech., mat., outillage	597 136	23 672	-	-	620 808
	Install. générales, ag. Am. divers	3 271 060	55 492	-	-	3 326 552
	Matériel de transport	20 333	11 127	5 601	-	25 859
	Mat bur., informatique, mobilier	159 581	3 906	179	-	163 308
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	6 439 468	94 196	5 780	-	6 527 884
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	3 598	71	-	-	3 669
	Prêts et autres immo. financières	3 924	-	1 200	-	2 724
	Total IV	7 522	71	1 200	-	6 393
Total général		6 449 528	94 267	6 980	-	6 536 816

Autres immobilisations corporelles - Divers : 1
Dont biens reçus par legs et donations destinés à être cédés : 1



1.3.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			94 196		
Immobilisations financières			71		
TOTAL			94 267		

1.3.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			179		5 601
Immobilisations financières					1 200
TOTAL			179		6 801



1.3.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissement s incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 539	-	-	2 539
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	730 586	106 143	-	836 730
	Install. Tech., mat., outillage	529 231	18 081	-	547 312
	Install. générales, ag. Am. divers	2 914 272	72 310	-	2 986 582
	Matériel de transport	20 333	2 049	5 601	16 781
	Mat bur., informatique, mobilier	96 175	14 921	-	111 095
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		4 290 597	213 504	5 602	4 498 499
Total général		4 293 136	213 504	5 602	4 501 038



1.3.2.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		213 504		
TOTAL		213 504		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	213 504		
TOTAL	213 504		

1.3.2.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			5 601
TOTAL			5 601



1.3.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	2 539	-	-	-	-	2 539
Corporelles	4 290 597	213 504	-	5 602	-	4 498 499
TOTAL	4 293 136	213 504	-	5 602	-	4 501 038

1.3.4 Valeurs mobilières de placement

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit comme suit :

	Nombre	Cours unitaire d'achat	Valeur boursière unitaire	Valeur boursière du portefeuille	Plus-value latente
CREDIT AGRICOLE SA	82,00	14,09	10,872	891,50	

1.4 Actif circulant

1.4.1 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	14 079	5 580	14 079	5 580
Autres	-	-	-	-
TOTAL	14 079	5 580	14 079	5 580



Description de l'actif déprécié	Valeur Actuelle Fin exercice	VNC début exercice	Évolution des dépréciations dans l'exercice		
			Dotation	Reprise	Poste résultat (1)
Clients douteux	8 981	18 463	5 580	14 079	Exploitation

1.4.2 Produits à recevoir

	Montant
Divers remboursements à recevoir	3 599
Divers autres produits à recevoir	81 291
Intérêts courus DAT	514
Subventions à recevoir	376 259
Total	461 663

1.4.3 Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Participation état ART 4 & 44 constatée d'avance	269 696		
Total	269 696		

Jean CAZABAN
 Expert-Comptable
 Commissaire aux Comptes
 Expert Judiciaire
 22 rue Johannes Kepler
 Lotissement Europa - 64000 PAU
 Tél. 05.59.84.89.71 - Fax 05.59.84.89.72



1.5 Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	44 846	-	-	-	44 846
Fonds propres avec droit de reprise	1	-	-	-	1
Ecart de réévaluation	-		-	-	-
Réserves	422 178	-	-	-	422 178
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Report à nouveau	1 082 026	-36 235	-	-	1 045 790
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	-36 235	36 235	-	49 599	-49 599
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Situation nette	1 512 815	-	-	49 599	1 463 216
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	718 971		19 899	80 366	658 504
Provisions réglementées	-		-	-	-
TOTAL	2 231 787	0	19 899	129 965	2 121 720

Subventions amortissables

	Valeur à l'origine	Amts	Cumul Amts	Valeurs nettes
Investissement Programme 2015	24 680	2 391	19 810	4 870
Investissement Programme 2014	82 180	6 719	68 258	13 922
Investissement Programme 2013	20 607	1 794	20 607	0
Investissement Programme 2012	33 000	273	33 000	0
Peinture 2008	16 432	244	15 233	1 199
Cours Récréation 2011	104 000	7 444	96 824	7 176
Isolation 2015	3 788	379	3 220	568
Internat - subv 2016 à 2018	658 745	37 002	181 695	477 050
Assainissement - 2019	36 187	3 498	11 972	24 215
Batiment 2021	10 373	1 464	2 384	7 989
Equipement 2021	21 209	5 304	9 235	11 974
Equipement 2020	21 446	3 247	11 908	9 538
Serres horticoles 2021	24 215	2 421	4 540	19 675
Subvention équipement 2022	19 894	3 799	3 955	15 939
Subvention bâtiment 2022	49 172	4 116	4 412	44 760
Equipement du poste	1 897	217	217	1 680
Equipement informatique 2023	18 002	51	51	17 951
TOTAL	1 145 827	80 363	487 321	658 506



2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	2 724		2 724
ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	53 427	53 427	
	Autres	477 583	477 583	
Charges constatées d'avance		34 762	34 762	
TOTAL		568 496	565 772	2 724

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS



ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine	1 198 540	135 327	435 252	627 962
Emprunts et dettes financières divers		4 533	4 533		
Fournisseurs et comptes rattachés		111 611	111 611		
Dettes fiscales et sociales		58 191	58 191		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		7 623	7 623		
Autres dettes		46 853	46 853		
Produits constatés d'avance		269 696	269 696		
TOTAL		1 697 048	633 834	435 252	627 962

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	122 720
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

Sur le prêt de 1 100 000 €, souscrit auprès de la banque Crédit Agricole, une hypothèque conventionnelle a été prise par le prêteur sur le droit au bail à construction sis à BAUDREIX, Rue de l'Eglise, et portant sur l'Internat. Le montant de la garantie est de la totalité du prêt soit 1 100 000 € et pour une durée de 288 mois (soit 24 ans).

Emprunts

Mouvements sur le capital au 31/08/2023

	Capital emprunté	Solde au 31/08/2023	Restant à moins d'un an	Restant de 1 à 5 ans	Restant à plus de 5 ans
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	80 000	12 273	8 629	3 644	
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	82 180	29 414	7 153	22 260	
Internat Baudreix + Mise aux normes élec.	118 983	73 131	7 863	32 101	33 167
Construction internat	104 930	71 593	6 859	28 092	36 643
Construction internat	400 000	171 392	40 505	130 887	
Construction internat	1 100 000	829 517	53 097	218 268	558 152
TOTAL	1 886 093	1 187 319	124 105	435 252	627 962

Mouvements sur les intérêts au 31/08/2023

	Capital emprunté	Rembst Exercice	Restant à moins d'un an	Restant de 1 à 5 ans	Restant à plus de 5 ans
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	80 000	319	157	17	
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	82 180	670	541	824	
Internat Baudreix + Mise aux normes élec.	118 983	664	600	2 020	411
Construction internat	104 930	745	680	2 411	703
Construction internat	400 000	1 874	1 483	2 159	
Construction internat	1 100 000	9 352	8 765	36 932	25 053
TOTAL	1 886 093	13 624	12 226	44 363	26 167

Total des annuités au 31/08/2023

	Capital emprunté	Rembst exercice	Rembst à moins d'un an	Rembst de 1 à 5 ans	Rembst à plus de 5 ans
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	80 000	8 786	8 786	3 661	
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	82 180	7 694	7 694	23 084	
Internat Baudreix + Mise aux normes élec.	118 983	8 482	8 482	34 121	33 578
Construction internat	104 930	7 539	7 539	30 503	37 346
Construction internat	400 000	41 988	41 988	133 046	
Construction internat	1 100 000	61 873	61 873	255 200	583 205
TOTAL	1 886 093	136 362	136 362	479 615	654 129



2.2 Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	829 516	829 516	2 194 479
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total	829 516	829 516	2 194 479

2.3 Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	32 072
Personnel – Charges à payer	3 131
Organismes sociaux charges à payer	6 174
Charges à payer	6 759
Total	48 136



Compte de résultat

2.3.1 Population scolaire

	2022/2023	2021/2022
Nombres d'élèves		
Lycée professionnel	251	250
Total Etablissement	250	250
Pensionnaires	143	140
Demi-pensionnaires	100	101
Externes	8	9

2.3.2 Tarifs annuels

2.3.1.1 Participation des familles

	2022/2023	2021/2022
Contribution des familles		
Lycée professionnel	52	51

	2022/2023	2021/2022
Demi-pension		
Lycée professionnel	131	129

	2022/2023	2021/2022
Pension		
Lycée professionnel	254	251



2.3.1.2 Participation de l'Etat et des collectivités

	2022/2023	2021/2022
Collectivités		
Lycée professionnel	1 011 506	932 267

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 9 460 €

2.3.1.3 Participation de l'Etat et des collectivités publiques

Subventions de fonctionnement

	2022/2023
PARTICIPATION DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES	
AUTRES PARTICIPATIONS	
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR AUTRES ACTIVITES	
74280100 - SUBVENTIONS ELEVES HANDICAPES	172 519
74280200 - SUBVENTIONS Autres	11 155
74282000 - SUBV AQUITAINE UFA APPRENTIS	66 033
74880000 - SUBV EXPL TAXE APPRENT HORS Q	9 316
74880002 - REGION SUBV INT S/ 82 180 €	670
74880003 - REGION SUBV INT S/ 118 983 €	664
74880004 - REGION SUBV INT S/ 104 930€	745
	261 102

Suivi des subventions affectées

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	A - B + C
Subvention 23-24				4 760	4 760
Subvention Erasmus				15 088	15 088
Total				19 848	19 848

Nouveau programme Erasmus 2023- 2025 ouvert cette année pour un projet avec l'Estonie.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		1 000 351	11 155			1 011 506
Subventions d'exploitation			258 457		2 645	261 102
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			80 366			80 366
						1 352 974

2.3.3 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre (= libre)		
Part du résultat		6 929
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)	56 528	
Part du résultat		
Résultat de l'exercice	- 49 599	



2.4 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	2022/2023	2021/2022	2020/2021
Effectifs exprimés en équivalent temps plein			
AEVS	3.43	2.98	3.14
AGENT TECHNIQUE	1.00	1.00	1
EDUCATEUR	1.00	1,00	1,02
AVSI	2.65	2,91	2,48
Personnel Vie Scolaire	8.08	7,88	7,62
CUISINE	2.00	1.91	1.70
AGENT DE SERVICES	1.24	1.93	2,70
PAT	0.69	0,69	0,69
AGENT TECHNIQUE	1.00	0,25	0,73
Personnel de services	4.93	4.79	5.82
SECRETARIAT/COMPTABILITE	2.59	2.53	2.38
DIRECTION	1.91	2,00	2,00
Administration	4.50	4.53	4.38
PSYCHOLOGUE	0.11	0,11	0,11
Psychologue	0,11	0,11	0,11
Personnel non enseignant (a)	17,62	17,31	17,93
Secondaire	5.75	3.95	2,33
Professeurs hors contrat (b)	5.75	3.95	2,33
Personnel enseignant (b) + (c)	5.75	3.95	2,33
TOTAL GENERAL	23.37	21.26	20.26
dont Personnel à la charge de l'OGEC (a) + (b)	23.37	21.26	20.26



3 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

3.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Autres engagement reçus		
Remboursement d'emprunt par le Conseil Régional (Capital + Intérêts)		174 138
TOTAL		174 138

3.2 Valorisation d'un équivalent-loyer

Afin d'assurer un meilleur entretien des biens et par conséquence une plus grande pérennité du patrimoine, le CNEAP a préconisé il y a quelques années de distinguer comptablement la gestion scolaire (concernant l'ensemble de l'activité sous contrat, mais également la formation continue et l'apprentissage) et la gestion patrimoniale (concernant la vie associative, et notamment la gestion des immeubles).

L'établissement scolaire est alors "fictivement" locataire de l'association responsable de la gestion (gestion patrimoniale) pour que cette dernière dispose régulièrement de ressources suffisantes pour entretenir son patrimoine.

Cette méthode permet d'évaluer un coût réel d'occupation des locaux scolaires sur la base des mètres carrés scolaires utilisés.

Les ressources de la gestion patrimoniale sont donc principalement constituées par un loyer qui apparaît alors comme une charge de la gestion scolaire.

Toutefois, le respect du droit comptable ne permet de faire figurer en compte 613 un loyer qui n'est pas réellement encaissable.

Cette comptabilisation qui corrige le résultat de chaque gestion ne peut être présentée qu'au niveau analytique. Le calcul du loyer ainsi estimé doit obligatoirement figurer dans l'annexe des comptes annuels.

L'une des 2 conditions du prêt à usage n'étant pas remplie, l'équivalent loyer n'a pas été calculé.

3.3 Contributions volontaires

La valorisation des contributions volontaires n'a pu être effectuée au titre de cet exercice 2022/2023, compte tenu du fait que l'établissement n'a pas mis en place de suivi des temps consacrés par les bénévoles pour l'association.



3.4 Fonds dédiés

Signature en septembre 2023 d'une convention Erasmus avec un lycée en Estonie. Le lycée est participant au projet et va percevoir une subvention de 30 176 € destinée à couvrir des frais de déplacements échelonnés entre novembre 2023 et mi-année 2024.

Au 31/08/2023, 50% de la subvention a été reçue (soit 15 088 €) et est comptabilisée au crédit du compte 195000 Fonds dédiés – Programme Erasmus.